REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 14 FEVRIER 2024

**JUGEMENT
COMMERCIAL
N°038**

Du 14/02/2024

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

**LA LAITIERE DU
NIGER SARL**

Contre

**Monsieur Moctar
YAYA**

Objet : Action en
remboursement des frais
d'avance sur travaux

Décision :

**Se déclare incompétent au
profit du Tribunal
d'Arrondissement
Communal ;**

Réserve les dépens

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du 14 Février Deux mille vingt-quatre, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **ALMOU GONDAH Abdourahamane, Président**, en présence de **SEYBOU Soumaila et NANA Aichatou ABDOU ISSOUFOU**, tous deux juges consulaires avec voix délibératives ; avec l'assistance de Maître **ABDOU DJIKA Nafissatou, Greffière** a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

LA LAITIERE DU NIGER SARL : société à responsabilité limitée ayant son siège social à Niamey, quartier Saga Gorou plateau BP. 12.226 Niamey-Niger, représentée par sa gérante Madame Rakia Bonkano, Assistée de la SCPA METRYAC, société d'Avocats sise 246, Rue LZ 211, Lazaret, BP 13.039 Niamey Tél : +227 20.35.12.46, Courriel : metryac@yahoo.fr, en l'étude de laquelle domicile est élu ;

DEMANDEUR

D'UNE PART

Et

Monsieur Moctar YAYA : promoteur de l'entreprise individuelle dénommée MOKA TECHNOLOGIE, sise à Niamey, quartier koira kano, tél : 96.40.99.93,

DEFENDEUR

D'AUTRE PART

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES :

Par exploit d'huissier en date du 30 Octobre 2023, LA LAITIERE DU NIGER SARL assignait Monsieur Moctar YAYA devant le Tribunal de commerce de Niamey à l'effet de :

1. Y venir MOKA TECHNOLOGIE ;
2. Procéder à la tentative de conciliation obligatoire et en cas d'échec ;
3. S'entendre condamner MOKA TECHNOLOGIE à payer à la LAITIERE DU NIGER SARL la somme de 180.000 FCFA au titre de l'avance versée pour les travaux d'installation du système de surveillance de la société ;
4. S'entendre en outre condamner la requise au paiement de la somme de 10.000.000 francs CFA au titre du gain manqué ;
5. Condamner la requise au paiement de la somme de 5.000.000 francs FCF à titre de dommages et intérêts ;
6. S'entendre la condamnée aux entiers dépens.

Elle exposait à l'appui de sa demande que suivant contrat verbal conclu le 1^{er} juillet 2023, l'entreprise MOKA TECHNOLOGIE s'est engagée au profit de la LAITIERE DU NIGER à installer et mettre en service le système de surveillance dans un délai d 10 jours ;

Que MOKA TECHNOLOGIE a fait acheter par la requérante tout le matériel nécessaire à l'installation ;

Que le prix de la pose du matériel était fixé à la somme de 500.000 francs FCFA sur laquelle MOKA TECHNOLOGIE a perçu une avance de 180.000 francs CFA ;

QUE MOKA TECHONOLOGIE abandonnait le chantier alors que tous les autres travaux de finition étaient suspendus en attendant l'exécution des travaux d'installation des caméras ;

Qu'une mise en demeure a été servie MOKA TECHNOLOGIE par exploit en date du 10 août 2023 pour lui rappeler ses obligations et mettre l'accent sur le préjudice que son retard cause à la requérante dans la mise en service de son usine ;

Que la mise en demeure est restée sans effet ;

Qu'en agissant ainsi, MOKA TECHNOLOGIE a délibérément refusé d'exécuter son obligation bien qu'étant mis dans les dispositions nécessaires par LAITIERE DU NIGER SARL et ce, en violation des dispositions pertinentes de l'article 1134 du code civil ;

Qu'en en outre, cette violation de ses obligations contractuelles par la société MOKA TECHNOLOGIE a engendrée d'énormes préjudices à la requérante ;

Alors qu'aux termes de l'article 1147 du code précité « le débiteur est condamné, s'il y'a lieu, au paiement de dommage et intérêts, soit en raison de l'inexécution de l'obligation, soit en raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise fois de sa part » ;

L'article 1149 ajoute « les dommages et intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a fait et du gain dont il a été privé, sauf les exceptions et modifications ci-après. » ;

Qu'en l'espèce, le retard dans l'exécution des travaux d'installations du système de surveillance de la société a engendré l'arrêt de tous les autres travaux de finition et de mise en service de l'usine, qui ne pourront être faits que lorsque MOKA TECHNOLOGIE aura terminé et libéré le chantier ;

Que pourtant, si LA LAITIERE SARL avait pu installer et exploiter son usine depuis la fin du mois de juillet 2023 comme planifié, elle aurait pu réaliser un bénéfice d'au moins dix (10) Millions de francs CFA ;

Attendu en plus qu'en obligeant la requérante à recourir aux services onéreux d'un avocat, Monsieur Moctar YAYA cause à la requérante un préjudice distinct qui ne saurait être évalué à moins de cinq (5) Millions de francs CFA ;

Que c'est pourquoi la LAITIERE DU NIGER SARL demande au Tribunal de faire droit à sa demande ;

Dans sa défense, Moktar YAYA niait avoir reçu la somme de 180 000 F CFA de la part de la nommée RAKIA Bonkano ;

Qu'en outre, il prétend n'avoir jamais contracté avec la laitière du Niger mais plutôt avec la susnommée ;

Qu'il expliquait qu'il s'agissait d'un contrat verbal entre la nommée RAKIA et lui consistant à l'installation des caméras sur un bâtiment en construction pour un montant de 500 000 F CFA, où elle a avancé cent mille francs CFA ;

Qu'elle a prévu d'amener des manœuvres pour faire les tranchés et casses et au vu du problème d'électricité RAKIA, elle l'a sollicité pour louer un groupe électrogène pour un montant de 5 000 F CFA par jour depuis le 21 Juillet 2023, qu'elle a fini par saisir illégalement ;

Qu'en outre, elle n'a pas amené des manœuvres et ce sont ses employés ont fait les tranchés et casses au coût de 52 000 F CFA ;

Qu'une fois les travaux ont atteint 40% du niveau d'exécution, il a sollicité une deuxième avance qu'elle a refusé de débloquer en saisissant le groupe électrogène ;

Motifs de la décision

En la forme

Sur le caractère de la décision

Attendu que l'action du requérant a été introduite dans les formes et délais légaux, qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

Attendu que la demanderesse a été représentée à l'audience par son conseil qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à son égard ;

Que le défendeur a été assigné à personne et qu'il a même conclu mais sans comparaître à l'audience malgré qu'il a reçu notification ;

Qu'il n'a pas justifié d'un motif légitime valable sa non comparution, qu'il y a lieu de statuer par réputé contradictoire à son égard ;

Au fond

Sur l'incompétence du Tribunal de céans

Attendu qu'il résulte de l'article 87 (nouveau) alinéa 2 de la loi n°2020-061 du 25 Novembre 2020 modifiant et complétant la loi n°2018-37 du 1^{er} Juin 2018, fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger que : « en matière commerciale, les Tribunaux d'instance et les Tribunaux d'arrondissement communaux connaissent de toutes les actions personnelles ou mobilières, à l'égard de toutes personnes, lorsque la valeur du litige n'excède pas trois millions (3 000 000) de francs » ;

Qu'en l'espèce, la demande principale porte sur le montant d'avance de 180 000 F CFA ;

Que ce montant est largement en dessous de trois millions ;

Qu'or, la compétence s'apprécie en fonction de la demande principale uniquement et que les dommages et intérêts ne doivent pas être pris en compte dans le calcul du taux de quantum pour apprécier la compétence d'une juridiction conformément à l'article 87 al 3 de la loi 2020-061 du 25 Novembre 2020 modifiant et complétant la loi n°2018-37 du 1^{er} Juin 2018, fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger ;

Qu'en effet, les dommages et intérêts résultant préjudice lié au gain manqué et les frais engagés pour le service d'avocat sollicités par le requérant ne font pas partie de la demande principale ;

Qu'il y a lieu de se déclarer incompétent et de renvoyer les parties devant le Tribunal d'arrondissement communal de Niamey (du domicile du défendeur) ;

Sur les dépens

Attendu que l'article 391 du code civil dispose que : « toute partie qui succombe est condamnée aux dépens sauf aux juges à laisser la totalité ou une fraction des dépens à la charge d'une autre partie par décision spéciale et motivée » ;

Attendu que la procédure n'est pas finie, qu'il y a lieu de réserver les dépens.

Par ces motifs,

Le tribunal

Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard du demandeur et par réputé contradictoire contre le défendeur, en matière commerciale, en premier et dernier ressort ;

- **Se déclare incompétent au profit du Tribunal d'Arrondissement Communal ;**
- **Réserve les dépens ;**

Notifie aux parties qu'elles disposent de huit (05) jours à compter du prononcé de la présente décision pour interjeter appel par déclaration écrite ou orale ou par voie d'huissier au greffe du Tribunal de céans ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.
Et ont signé.

LE PRESIDENT

LA GREFFIERE